Histoire et Philatélie

Saint-Marin

Saint-Marin

1. Introduction

Le territoire de Saint-Marin est une enclave située entre les deux régions italiennes l'Émilie-Romagne et les Marches. Il a la forme d'un quadrilatère irrégulier.

Avec sa superficie d'environ 61 km^2, le micro-état qu'est Saint-Marin est le troisième plus petit état d'Europe, après le Vatican et Monaco. Il compte un peu plus de 33 000 habitants, dont environ 4 500 dans la capitale, la ville de Saint-Marin.

La situation de Saint-Marin, entre l'Émilie-Romagne et les Marches

La masse imposante du Monte Titano, avec sa hauteur de 750 mètres, domine toute la région.

1958, P.A. n°s 108/109
Le Monte Titano

1944, P.A. n° 40

1949, n° 342

1950, P.A. n° 81

1950, P.A. n° 82

1961, n° 523

Le Monte Titano

Carte postale, contenue dans le carnet émis en 2000 pour le 1700e anniversaire de la République de Saint-Marin.
Le Monte Titano

Carte maximum de 1949 avec le timbre n° 326
Le Monte Titano

Le Monte Titano est surtout célèbre à cause des trois châteaux-tours, situés sur les trois principaux sommets : Guaita, Cesta et Montale.

La forteresse de la Guaita (également appelée la Rocca) est la première des trois. Elle a été élevée au XV^{e} siècle, et, malgré de nombreuses restaurations, elle a gardé un aspect rude et sévère.

1991, n°s 1282/1283 & P.A. n° 147

2002, n° 1832
La tour de la Guaita

Carte maximum de 1949 avec le n° 327
La tour de la Guaita

1949, n° 333

1970, n° 765

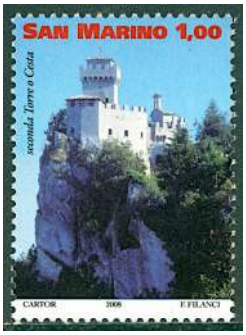
2008, n° 2161

2011, n° 2269

La tour de la Guaita

La deuxième tour est celle de la Cesta (également appelée Fratta), au sommet du pic central, le plus élevé des trois. Elle date de la fin du XIII^{e} siècle. La troisième tour, le Montale, date du XIV^{e} siècle. Elle a eu une grande importance pendant les guerres contre les Malatesta. Contrairement aux tours de la Guaita et de la Cesta, celle du Montale n'est pas ouverte au public.

1935, n° 192



2008, n° 2156
La tour de la Cesta

2010, n° 2245

Carte de 1929 avec les timbres n°s 143 & 150
La tour de la Cesta

2002, n° 1833
Les tours de la Cesta et du Montale

2017, n°s 2500/2501
Tour de la Cesta *Tour de la Guaita*

L'imposant site du Monte Titano, avec ses trois tours, est devenu le symbole de Saint-Marin, que l'on retrouve aussi bien dans ses armoiries que dans son drapeau.

2012, n°s 2297/2299

1946, n° 275

1951, P.A. n° 88

1968, n° 719

Les armoiries et le drapeau de Saint-Marin

1963, n° 604

2007, n° 2078

Le drapeau de Saint-Marin, avec les trois tours du Monte Titano

2) Le système politique de Saint-Marin

Saint-Marin - c'est le troisième plus petit état d'Europe, après le Vatican et Monaco - est une république depuis le XIII[e] siècle. C'est la plus ancienne république du monde ayant continuellement existé depuis sa création.

La République de Saint-Marin est dotée d'une constitution promulguée le 8 octobre 1600. C'est la plus ancienne constitution du monde encore en vigueur. Elle est rédigée en latin et comporte six chapitres.

2000, n° 1719
La constitution de 1600

Le système politique n'a pratiquement pas changé depuis la promulgation de cette constitution. Le pouvoir législatif est exercé par un parlement de soixante membres, élus tous les cinq ans : c'est le *Consiglio Grande e Generale*, qui existe depuis 1295. C'est ce parlement qui nomme tous les six mois deux capitaines-régents. Ces capitaines-régents sont concurremment chefs de l'État. Andorre et Saint-Marin sont les deux seuls pays indépendants gouvernés de concert par deux personnes.

Ils sont choisis le 1[er] avril et le 1[er] octobre, et détiennent le pouvoir exécutif, avec le *Congresso di Stato*, le ministère composé de dix secrétaires d'État.

Une première a eu lieu le 1[er] avril 1981, avec la nomination comme capitaine-régente de Maria Lea Pedini-Angelini : elle a été, à l'âge de 26 ans, la première femme à accéder à cette fonction.

Quant au pouvoir judiciaire, il est exercé par le *Consiglio dei XII*, le Conseil des douze, qui est la plus haute instance juridique du pays.

Tous ces organes institutionnels et administratifs siègent dans un même lieu : le *Palazzo Pubblico* ou palais du gouvernement.

1894, n°s 23/25
Inauguration du nouveau palais du gouvernement en 1894.
On y voit le palais, la salle des séances, et les portraits des deux capitaines-régents de l'époque, Francesco Marcucci et Pietro Tonnini

1998, n° 1563
L'installation des capitaines-régents

2016, n° 2450
Maria Lea Pedini-Angelini,
première femme capitaine-régente

Une institution typiquement saint-marinaise est l'*Arengo*. L'Arengo était à l'origine une assemblée des chefs de famille, qui dirigeait Saint-Marin depuis le cinquième siècle jusqu'en 1243, lorsque, suite à l'augmentation de la population, un Conseil plus restreint, choisi par élection, fut instauré. L'Arengo perdit peu à peu son importance, et ne se réunissait plus depuis le XVII^{e} siècle.

Mais le fait que les membres du Grand Conseil étaient le plus souvent issus de quelques grandes familles, qui formaient une immuable oligarchie, provoqua au début du XX^{e} siècle un mécontentement général, exacerbé par une grave crise économique et financière. Une nouvelle Arengo fut réunie le 25 mars 1906, qui exigea et obtint le droit de vote pour tous les habitants de sexe masculin. Les nouvelles élections, nettement plus démocratiques, eurent lieu le 10 juin 1906, et donnèrent un Conseil plus représentatif de l'ensemble de la population.

Depuis 1906, l'Arengo désigne l'ensemble des Saint-Marinais disposant du droit de vote. Il se réunit deux fois par an, le dimanche qui suit l'entrée en fonction des nouveaux capitaines-régents, élus le 1er avril et le 1er octobre. Chaque membre de l'Arengo peut alors soumettre des pétitions ou poser des questions aux capitaines-régents et aux membres du Consiglio Grande e Generale.

1982, n° 1055

1956, n° 411

2000, n° 1709

2006, n°s 2045/2047
Commémorations de l'Arengo du 25 mars 1906

3) La visite

La visite de Saint-Marin se limite très souvent à la partie ancienne de la capitale, la ville de Saint-Marin, qui s'est progressivement développée sur le versant sud-ouest du Monte Titano. Inutile de revenir sur les trois célèbres tours, qui ont déjà été traitées dans l'introduction.

Cette vieille ville est entourée d'un ensemble de murailles défensives, qui forment trois enceintes de remparts construites et fortifiées au cours de trois époques différentes. La première enceinte, dont faisait partie la Guaita, fut bâtie vers le XII^{e} siècle. La deuxième, plus étendue, date du XIV^{e} siècle et comprenait la tour de la Cesta. La troisième, édifiée pour contenir les assauts des Malatesta, date du XV^{e} siècle.

1957, n° 401A

1951, n° 344
Vues des remparts

1957, n° 401B

1958, n° 444
Vue générale des remparts

Quelques portes solidement gardées et fortifiées, faisant partie de la troisième enceinte, donnaient accès à la vieille ville. Les plus importantes sont la porte de Saint François (appelée aussi porta del Loco) et la porte de la Rive (porta della Rupe), qui relie le centre historique à Borgo Maggiore, la ville voisine, située au bas du Monte Titano.

1957, n° 396B

1970, n° 764
Porte de Saint François

1978, n° 955

2002, n° 1836

2011, n° 2274

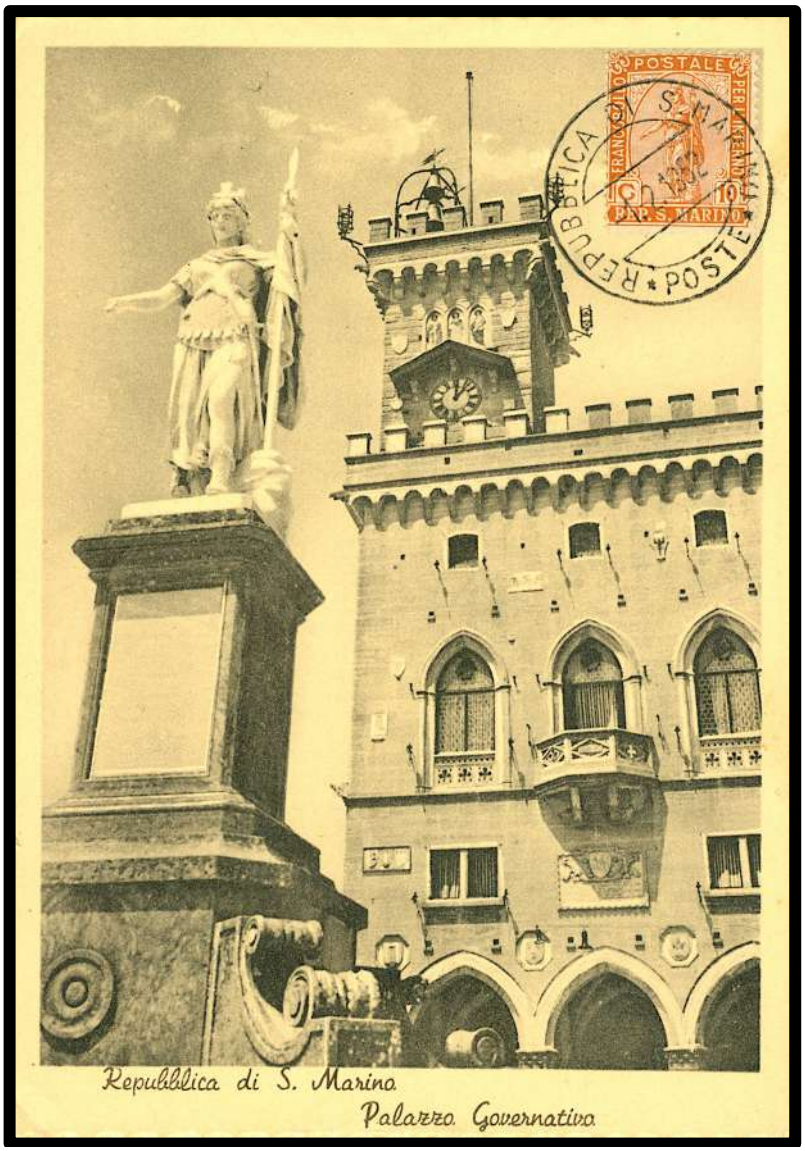
Porte de Saint François

1978, n° 956

Porte de la Rive

Le coeur de la ville est la place de la Liberté (Piazza Libertà). C'est là que toutes les manifestations publiques se déroulent.

Au milieu de la place est dressée la statue de la Liberté. C'est une oeuvre du sculpteur Stefano Galletti (1832-1905), qui date de 1876. C'est un don de la comtesse allemande Otilia Heyroth Wagener.



Carte maximum de 1922 avec le timbre n° 83
Place de la Liberté, avec la statue de la Liberté et le palais du gouvernement

2008, n° 2158
Place de la Liberté, avec la statue de la Liberté et le palais du gouvernement

1899, n° 33

1918, n° 58

1929, n° 158

1954, n° 394

La statue de la Liberté

Au fond de la place de la Liberté se trouve le très élégant Palazzo Pubblico, l'édifice le plus célèbre et le plus emblématique du pays. Il est le siège de tous les organes institutionnels et administratifs de la République. Il a été construit entre 1884 et 1894 par l'architecte romain Francesco Azzurri (1827-1901), en remplacement du vieux palais, la *Domus magna comunis*, qui datait de la fin du XIV[e] siècle, et que l'on voit sur une carte postale de 1994.

Carte postale de 1994 montrant l'ancien et le nouveau palais du gouvernement

1929, n° 158

Le palais du gouvernement (Palazzo Pubblico)

1945, n° 276

1945, 276C

1945, P.A. n° 41

1985, n° 1117

2002, n° 1831

2011, n° 2272

2014, n° 2393

Le palais du gouvernement (Palazzo Pubblico)

L'inauguration eut lieu le 30 septembre 1894. Le grand poète italien Giosuè Carducci y prononça à cette occasion son célèbre discours sur la liberté perpétuelle de Saint-Marin.

Carte postale émise en 1894 pour l'inauguration du nouveau palais du gouvernement.
En médaillon : les deux capitaines-régents de l'époque, Francesco Marcucci et Pietro Tonnini

Outre les nombreux musées qui abritent des trésors historiques, artistiques et culturels - dont le splendide musée des postes et de la philatélie -, la ville de Saint-Marin possède de nombreuses églises, qui valent la peine d'être visitées. Les plus importantes sont l'église de Saint François, l'église des capucins et la basilique de Saint Marin.

L'église de Saint François, près de la porte du même nom, a été construite pendant la deuxième moitié du XIV^{e} siècle, mais elle a été souvent remaniée, pas toujours à son avantage.

À côté de l'église se trouve l'ancien couvent, qui a été transformé en musée. Ce musée abrite une pinacothèque qui comprend des œuvres de très grands maîtres.

2011, n° 2273
L'église Saint François

L'église des capucins, qui date du XVI^{e} siècle, est dédiée à Saint Quirin. C'est sous le porche de cette église que, le 31 juillet 1849, Garibaldi annonça la dissolution de sa légion romaine.

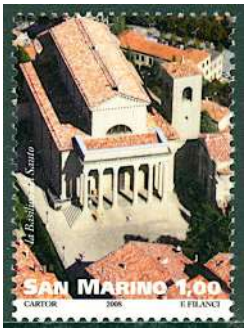
2002, n° 1835

1949, n° 323
L'église des capucins

2011, n° 2271

La basilique de Saint Marin, dédiée au saint-fondateur, est nettement plus récente. Elle remplace une vieille église délabrée, qui a été rasée en 1807. La construction d'une nouvelle église fut confiée à l'architecte Antonio Serra (1783-1847). Il construisit une église en style néoclassique, avec un porche constitué de huit colonnes corinthiennes. L'église, qui est le principal édifice religieux de la République, fut achevée en 1838.

2002, n° 1834



2008, n° 2157
La basilique de Saint Marin

2011, n° 2270

Mais la République de Saint-Marin est plus que sa capitale. Elle est divisée en neuf châtellenies (castelli). Chaque “castello” dispose de son propre conseil municipal, élu par ses habitants.

Les “castelli” sont : la ville de Saint-Marin, Serravalle, Domagnano, Faetano, Montegiardino, Fiorentino, Chiesanuova, Acquaviva et Borgo Maggiore.

Les neuf “castelli” de saint-Marin

Alors que la ville de Saint-Marin est le plus souvent animée et bruyante, les alentours offrent des paysages d’un calme surprenant.

1950, P.A. n°s 75, 77 & 78
La campagne saint-marinaise

Saint-Marin

Chiesanuova

Fiorentino

Acquaviva

Serravalle

Montegiardino

Faetano

Borgo Maggiore

Domagnano

1968, n°s 710/718
Les armoiries des neuf "castelli"

Plusieurs vues de ces châtellenies ont été reproduites sur des timbres. Ce sont surtout Borgo Maggiore, Faetano et Serravalle qui ont eu cet honneur. En 1997 et en 2014, une série a été émise avec une vue de chacune de ces châtellenies.

1956, n° 396A

1950, P.A. n° 79
Borgo Maggiore

1956, n° 399A

1949, n° 328

1950, P.A. n° 80
Serravalle

1949, n° 325
Faetan

Acquaviva

Borgo Maggiore

Chiesanuova

Domagnano

Faetano

Fiorentino

Montegiardino

Serravalle

Saint-Marin
1997, n°s 1499/1507
Première série consacrée aux neuf châtellenies de la République de Saint-Marin

Borgo Maggiore *Acquaviva* *Faetano*

Fiorentino *Saint-Marin* *Chiesanuova*

Domagnano *Montegiardino* *Serravalle*

2014, n°s 2389/2397
Deuxième série consacrée aux neuf châtellenies de la République de Saint-Marin

4) L'histoire

L'histoire de Saint-Marin, la plus vieille république sans interruptions au monde, commence pendant l'époque romaine. Vers l'an 300 de notre ère, un tailleur de pierres de religion chrétienne, venant de l'île d'Arbe (actuellement Rab, appartenant à la Croatie), traverse la mer Adriatique et aborde à Rimini, qui avait été dévastée par les invasions barbares, pour y exercer son métier. Il s'appelle Marin (Marino) et est accompagné de son ami Léon (Leo).

1923, n° 87
Saint Marin, tailleur de pierres

Marin vient régulièrement chercher des pierres sur le Monte Titano. Mais lorsque les persécutions des chrétiens de l'empereur Dioclétien commencent peu après l'an 300, il s'y installe définitivement dans la solitude et la méditation.

Sa renommée de pieux anachorète augmentant - on lui attribue déjà de son vivant plusieurs miracles -, il est rejoint par quelques adeptes qui fondent sur le Monte Titano une première petite communauté.

La tradition raconte qu'il reçoit d'une noble dame de Rimini, Felicita, qu'il avait convertie, la propriété du Monte Titano. Cela se serait passé le 3 septembre 301 : cette date est devenue la date officielle de la fondation de Saint-Marin. Marin serait mort en 366.

1944, n° 258
Saint Marin
(Giovanni Lanfranco)

1975, n°s 891/892
Saint Marin
(Giovanni Francesco Barbieri, dit il Guercino)

2000, feuille du carnet émis pour le 1700e anniversaire de la fondation de Saint-Marin, avec les n°s 1714/1717.
Représentations artistiques de Saint Marin.
De gauche à droite et de haut en bas : Francesco Manzocchi, Domenico Ghirlandaio, Giovanni Francesco Barbieri, dit il Guercino, et maître inconnu du 18e siècle

1947, n°s 293 & P.A. n° 64
La fondation de Saint-Marin, par Pompeo Batoni

1977, n° 949
Saint Marin (au palais du gouvernement)

Les documents concernant la communauté vivant sur le Monte Titano sont pratiquement inexistants entre le IVe et le Xe siècle. L'on sait seulement qu'une communauté, composée de bergers, de paysans, d'artisans, de chasseurs et de bûcherons, vivait autour de l'église. Un premier château, dépendant du territoire de Montefeltro, y est construit au VIIIe siècle, mais la population ne payait pas de tribut, ni à l'évêque de Rimini, ni à la noblesse des environs (les Montefeltro).

Cette tacite indépendance de fait, même si elle n'est pas attestée par des documents officiels antérieurs, semble confirmée par un document datant de 885 : c'est le "*Placitum Feretranum*", qui précise que le territoire de la communauté du Monte Titano n'avait jamais été la propriété de l'Église de Rimini.

2000, feuille du carnet émis pour le 1700e anniversaire de la fondation de Saint-Marin.
À gauche : le "Placitum Feretranum" de 885

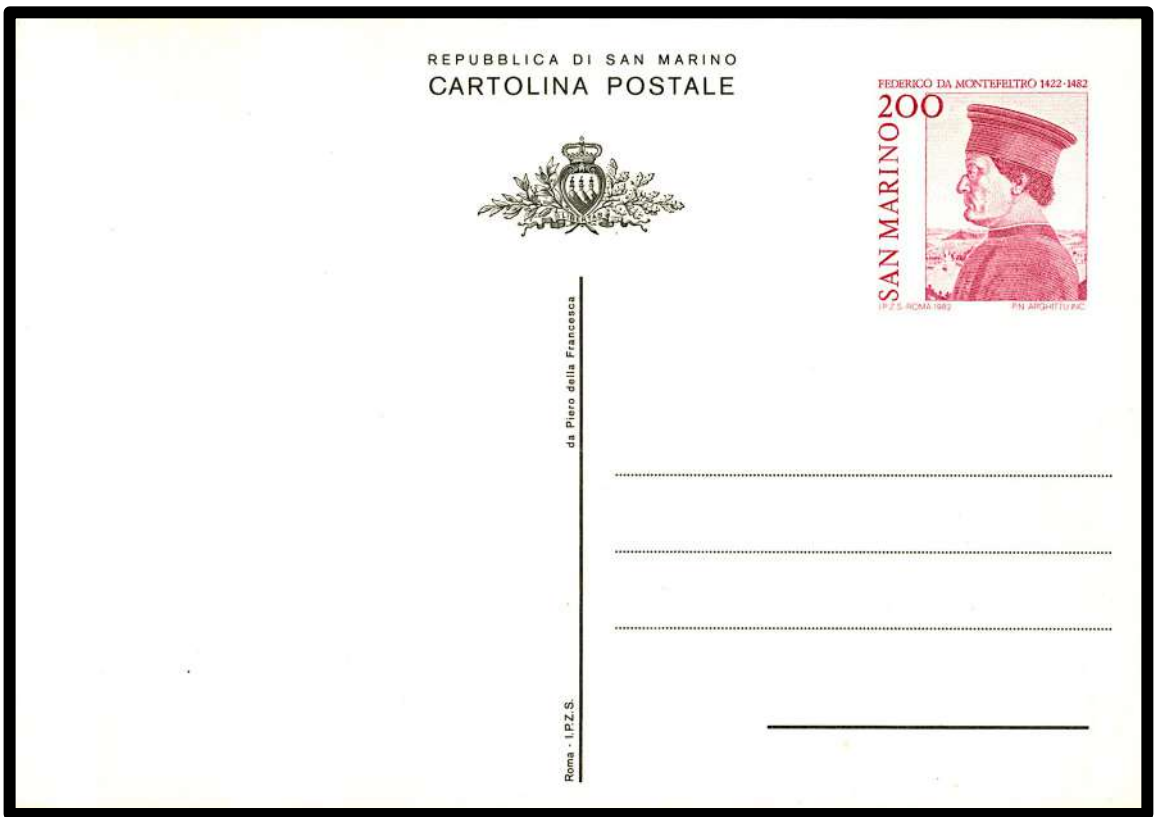
Les premiers documents qui parlent d'une évolution de cette communauté vers une société organisée et structurée, avec un territoire bien défini, donc vers un véritable État indépendant, datent du XIIIe siècle. Dès 1244, il y a un conseil municipal, dirigé par deux "consuls" : Filippo da Sterpeto et Oddone Scarito.

Les premiers statuts connus sont mentionnés dans un document de 1253, suivis par ceux, plus élaborés, rédigés entre 1295 et 1302. En même temps, des bastions défensifs sont construits sur les trois pics du Monte Titano : ces bastions deviendront plus tard les trois forteresses de la Guaita, de la Cesta et du Montale.

Si Saint-Marin est parvenu à sauvegarder son autonomie pendant cette période trouble du Moyen Âge, c'est en premier lieu parce que le pays n'était pas très "intéressant" du point de vue économique : à part quelques vignobles, il y a avait peu à récolter pour apaiser la cupidité de l'Église ou la rapacité des seigneurs locaux.

Ce ne sont pourtant pas les problèmes qui manquent, surtout pendant cette période d'incessants conflits entre les Guelfes, partisans du pape, et les Gibelins, partisans de l'empereur. Saint-Marin, opportuniste et craignant surtout l'Église, choisit le plus souvent le camp des Gibelins, ce qui lui vaut à plusieurs reprises l'excommunication et l'interdit.

C'est surtout contre la famille guelfe des Malatesta, qui règne à Rimini, que Saint-Marin doit mener une interminable guerre qui va durer de la deuxième moitié du XIIIe siècle jusqu'en 1463. Saint-Marin jouit heureusement de l'aide de la famille Montefeltro, qui règne à Urbino, et qui combat les Malatesta de Rimini pour d'autres raisons. Il y d'abord Guy de Montefeltro et son fils Frédéric Ier de Montefeltro, comtes d'Urbino, qui combattent les Malatesta entre 1300 et 1322. Plus tard, il y a Frédéric III de Montefeltro, duc d'Urbino, grand mécène et homme de la Renaissance, qui mène une guerre victorieuse entre 1450 et 1462 contre son grand rival Sigismond Malatesta.



Carte postale de 2000 avec l'effigie de Frédéric III de Montefeltro, duc d'Urbino

2001, n°s 1725/1726
Effigie et oblitération de Sigismond Malatesta

Une date importante de l'histoire saint-marinaise est 1461 : la République signe un accord avec Frédéric III de Montefeltro, duc d'Urbino, et avec le pape Pie II pour combattre Sigismond Malatesta. Celui-ci est finalement battu en 1462, et il doit accepter une paix très défavorable pour lui en 1463. Dans cette paix, le pape Pie II attribue à Saint-Marin les seigneuries de Fiorentino, Domagnano, Montegiardino et Serravalle. L'année suivante, en 1464, Faetano rejoint volontairement la République, et depuis lors, les frontières acquises par cette paix sont restées immuables : en 550 ans, le territoire de Saint-Marin est resté inchangé.

2000, n° 1707

2013, n° 2350/2353
Carte ancienne représentant les territoires accordés en 1463 par le pape Pie II à la République de Saint-Marin.

La République de Saint-Marin a été conquise et occupée pendant quelques mois par César Borgia, le fils du pape Alexandre VI. Mais la mort du pape, le 18 août 1503, signifie également la chute de son fils César, et Saint-Marin retrouve sa liberté encore la même année, après seulement quelques mois d'occupation.

Italie, enveloppe premier jour de 2000 avec le timbre n° 1304.
Oblitération et effigie de César Borgia

Saint-Marin échappe encore, souvent grâce à l'aide des ducs d'Urbino, à plusieurs tentatives de conquête, dont les plus importantes se situent en 1543 et en 1549.

C'est l'époque où deux grands artistes, nés à Saint-Marin, vont se manifester : d'abord l'architecte Giovanni Battista Belluzzi (né à Saint-Marin en 1506, mort en 1554), qui améliore les remparts de la ville. Ensuite l'orfèvre Antonio Orafo (né à Saint-Marin vers 1458 et mort à Rome en 1522).

1980, n°s 1011/1012
Giovanni Battista Belluzzi *Antonio Orafo*

Le 8 octobre 1600, la République de Saint-Marin se dote d'une nouvelle constitution. C'est la plus ancienne constitution du monde encore en vigueur. Elle est rédigée en latin et comporte six chapitres.

2000, n° 1719
La constitution de 1600

Le dernier duc d'Urbino, Frédéric Marie II della Rovere, n'ayant pas d'héritiers directs, lègue en 1624 par testament son duché aux États pontificaux. À sa mort le 28 avril 1631, le duché d'Urbino cesse donc d'exister en tant qu'État autonome, et depuis ce jour, Saint-Marin est entièrement entouré par les États pontificaux.

De 1600 à 1739, c'est une période de déclin pour la République. La justice ne fonctionne plus, l'instruction est négligée et la corruption règne dans l'administration. Cette décadence s'accompagne d'un effondrement des institutions, avec l'impossibilité de réunir un "Consiglio Grande e Generale" complet et compétent. Les grandes familles de la noblesse en profitent pour s'arroger tous les pouvoirs, négligeant la constitution et les règles démocratiques de la République.

Une nouvelle chaude alerte pour l'avenir de Saint-Marin se situe en 1739. Le 17 octobre 1739, le cardinal Giulio Alberoni, légat du pape en Romagne, profite de la faiblesse de la République pour y entrer et déclarer que dorénavant, elle fait partie du territoire des États pontificaux. Saint-Marin envoie alors des rapports et des requêtes pour recouvrer sa liberté, et finalement, le pape, qui avait cependant poussé Alberoni à l'action, fait marche arrière : il envoie le cardinal Enrico Enríquez sur place, et celui-ci se déclare favorable à la République : le 5 février 1740, Saint-Marin retrouve sa liberté et son indépendance.

Italie, carte postale de 2003 avec l'effigie et l'oblitération du cardinal Alberoni.

1990, n° 1740

250e anniversaire de la retraite du cardinal Alberoni de Saint-Marin

Il y a encore quelques frictions avec Rome, comme un blocus de trois mois de la République par les troupes pontificales en 1787, mais le calme relatif s'arrête en 1796 lors de la campagne italienne du général Napoléon Bonaparte, le futur empereur de la France.

Lorsque l'armée française, commandée par le général Louis-Alexandre Berthier, se trouve près de Saint-Marin, le mathématicien Gaspard Monge est envoyé en négociateur. Il trouve en face de lui le capitaine-régent Antonio Onofri, grand diplomate, qui parvient à obtenir l'amitié et la protection de Napoléon pour son territoire.

Napoléon est en effet un grand admirateur de la volonté inaltérable de liberté de la République de Saint-Marin, et se déclare d'accord pour respecter son indépendance et l'intégrité de son territoire.

1982, n° 1056

2000, n° 1708

Napoléon près de Saint-Marin

Napoléon, charmé par la dignité de la République saint-marinaise, lui offre un important ravitaillement en blé, et ordonne qu'elle soit exempte de contributions. Il lui propose même une extension territoriale, avec accès à la mer.

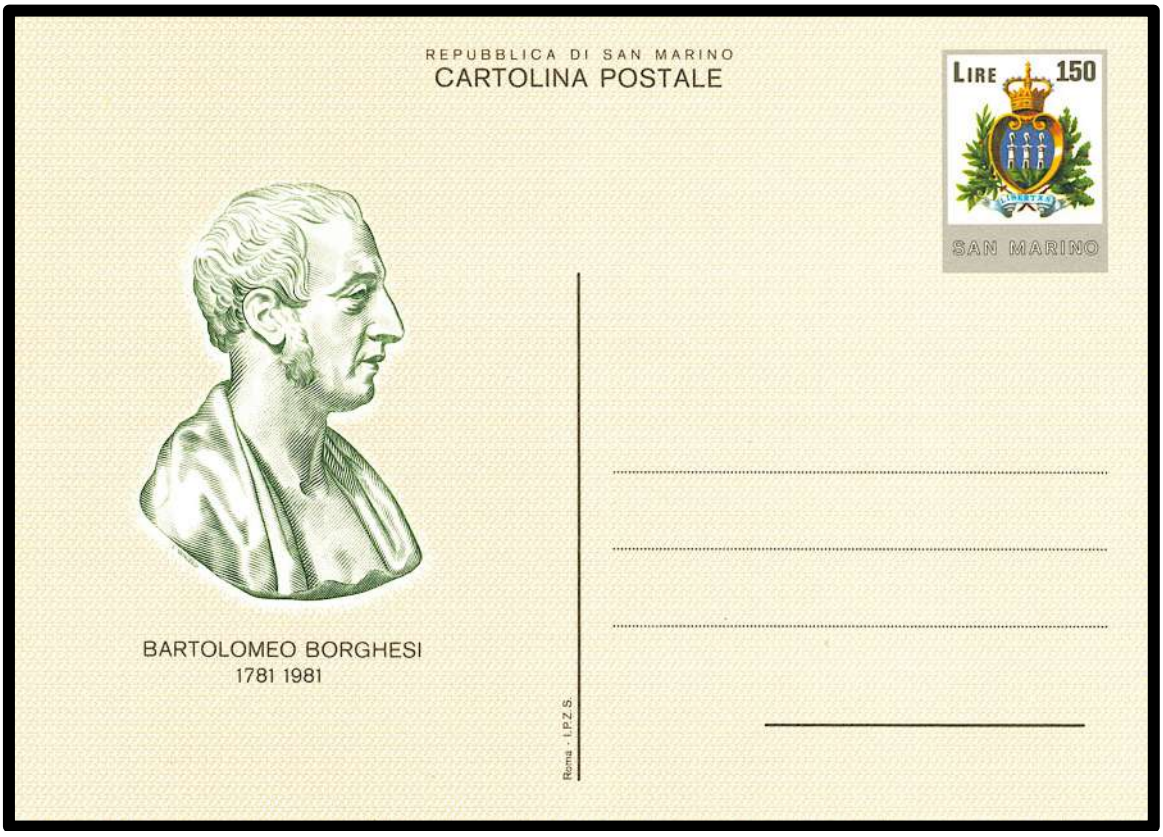
Saint-Marin, avec Onofri, conscient que cela serait une source future de conflits avec ses voisins, décline sagement et poliment cette offre généreuse.

Onofri a été sans aucun doute un des plus grands capitaines-régents de l'histoire de la République. Jusqu'à sa mort en 1825, il a joué un rôle majeur de diplomate et de conseiller.

1926, n°s 122/127
Antonio Onofri

Après le congrès de Vienne de 1815, où le conservatisme et l'absolutisme triomphent, Saint-Marin devient une terre d'asile pour de nombreux réfugiés italiens, obligés de quitter leur patrie à cause de leurs idées libérales. Parmi les plus célèbres, qui ont joué un rôle dans l'histoire de Saint-Marin, il faut citer Bartolomeo Borghesi et Melchiorre Delfico.

L'écrivain, épigraphe et numismate Bartolomeo Borghesi (1781-1860) se réfugie en 1821 à Saint-Marin, où il succède à Onofri, jouant un rôle important dans les relations diplomatiques avec les voisins.



Carte postale de 1981 avec l'effigie de Bartolomeo Borghesi

L'historien Melchiorre Delfico (1744-1835) joue un rôle dans l'éphémère République parthénopéenne à Naples en 1799, et après la chute de celle-ci, il est obligé de se réfugier à Saint-Marin, dont il devient citoyen en 1802. Il y publie un ouvrage important, le premier dans son genre, sur l'histoire de la République : "*Memorie storiche della Repubblica di San Marino*".

1935, n° 198

1935, n° 204
Melchiorre Delfico

2000, n° 1702

Un des épisodes les plus marquants de l'histoire de la République a lieu en 1849, avec la venue de Giuseppe Garibaldi, qui y trouve secours et solidarité.

Après avoir chassé le pape Pie IX fin 1848, Rome avait proclamé la République début 1849. Mais un corps expéditionnaire français, envoyé par Louis-Napoléon (le futur empereur Napoléon III), qui venait d'être élu grâce aux voix catholiques, met le siège devant Rome et entre dans la ville le 30 juin 1849.

Garibaldi est le dernier défenseur de la ville, et il résiste sur le Janicule jusqu'au 3 juillet. Il se met alors en route vers le nord, pour aller soutenir la République de Venise qui résiste encore contre les Autrichiens.

Accompagné de son épouse Anita, de ses lieutenants Ugo Bassi et Francesco Nullo et de ses maigres troupes, sa retraite est plus que difficile. Harcelé par les troupes françaises, traqué par les Autrichiens, il parvient à atteindre Saint-Marin le 30 juillet où il est accueilli avec bienveillance. Il y prononce la dissolution de son armée, qui ne comportait plus que 1500 hommes. Avec la complicité des autorités saint-marinaises, il parvient à atteindre la côte et le 4 août, il échappe de justesse aux Autrichiens, parvenant à s'embarquer et à fuir par mer. Mais son épouse Anita, enceinte et épuisée, meurt juste avant son départ.

Garibaldi sera toute sa vie reconnaissant à Saint-Marin de lui avoir accordé son aide, sans laquelle la capture et la mort auraient été inévitables.

Garibaldi a été honoré à Saint-Marin par de très nombreuses séries de timbres-poste, dont voici quelques exemples.

1924, n°s 99 & 101

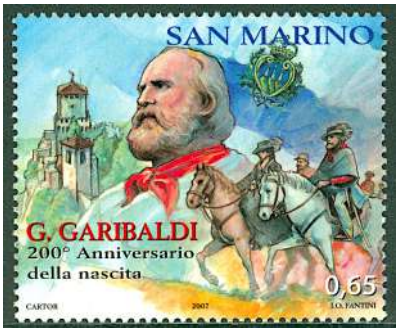
1949, P.A. n° 72

1932, n°s 171 & 175

1957, n° 440
Ugo Bassi

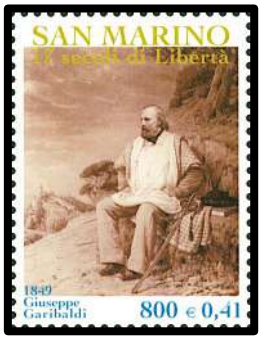
1957, n°s 442/443
Anita et Giuseppe Garibaldi

1957, n° 441
Francesco Nullo



2007, n°s 2085/2087

1999, n° 1629



2000, n° 1703

Commémorations de Giuseppe Garibaldi

La République doit payer sa générosité envers Garibaldi par plusieurs incursions des armées autrichiennes et papales, mais parvient chaque fois à recouvrer son indépendance.

Elle ne participe pas aux guerres du *Risorgimento*, plaçant la neutralité comme le principe absolu pour survivre. Elle entretient des liens de bon voisinage avec l'Italie unifiée, et le 22 mars 1862, un important traité d'amitié et de coopération - d'égal à égal - est signé avec l'Italie.

Les événements de 1906 ont déjà été développés dans un chapitre précédent : une nouvelle *Arengo* se réunit le 25 mars 1906, qui exige et obtient le droit de vote pour tous les habitants de sexe masculin. Les nouvelles élections, "propres" et démocratiques, ont lieu le 10 juin 1906 : elles donnent un Conseil nettement plus représentatif de la population.

Pendant la première guerre mondiale, la République de Saint-Marin reste officiellement neutre, mais elle favorise l'envoi de volontaires pour combattre aux côtés de l'armée italienne.

Des timbres-poste sont émis en 1917 et en 1918 en faveur des volontaires, et la victoire des Alliés, dont l'Italie fait partie, est commémorée par une série à surcharge.

En 1927 est inauguré un monument aux morts pour les volontaires saint-marinais morts au combat dans l'armée italienne pendant la première guerre mondiale.

1917, n°s 50 & 51

1918, n°s 58 & 61

"Pro combattenti"

1918, n°s 64 & 67

Surcharge "3 Novembre1918" pour célébrer la victoire

1927, n°s 134/136

Inauguration du monument aux morts des volontaires saint-marinais pendant la 1e guerre mondiale.

En mars 1923, le parti fasciste saint-marinais obtient une majorité absolue, et va gouverner la République jusqu'en 1943, en étroite collaboration avec l'Italie mussolinienne.

1935, n° 192
12e anniversaire du parti fasciste saint-marinais, fondé le 10 août 1922

1943, n°s 229 & 233
La presse fasciste saint-marinaise

Il faut cependant souligner que, malgré sa sympathie pour l'Italie de Mussolini, le régime fasciste saint-marinais n'a jamais commis d'actes contraires à la constitution et n'a pas participé à la deuxième guerre mondiale.

Une série de timbres-poste était prévue en 1943 pour commémorer le 20e anniversaire du régime fasciste saint-marinais, mais le mouvement fasciste est renversé et dissous le 28 juillet 1943, trois jours après le renversement de Mussolini. Les timbres prévus sont d'abord surchargés "28 Luglio 1943", et reçoivent ensuite la surcharge "Governo Provvisorio".

1943, cat. Sassone n°s 246, 252 & P.A. n° 33
Timbres non-émis, pour le 20e anniversaire du régime fasciste à Saint-Marin

1943, n°s 240, 246 & P.A. n° 33
Timbres surchargés "28 Luglio 1943"

1943, n°s 253, 257 & P.A. n° 39
Timbres surchargés "Governo Provvisorio"

Des non-émis pour cause de la chute du fascisme, 11 000 séries des timbres-poste et 10 000 séries des timbres de poste aérienne échappèrent à la surcharge. Mais 9 000 séries de poste aérienne furent brûlées, ce qui fait qu'il ne subsiste plus que 1 000 séries complètes de poste aérienne non surchargées. Ces timbres non surchargés furent proposés à la vente aux philatélistes en 1946.

À la fin de la deuxième guerre mondiale, Saint-Marin est à nouveau une terre d'asile d'une incroyable générosité : plus de 100 000 réfugiés, venant de toute l'Italie, trouvent un abri temporaire dans les frontières de la République.

1975, n° 886

2000, n° 1705

Saint-Marin, en 1944-1945 terre d'asile pour plus de 100 000 réfugiés

Malgré la neutralité de Saint-Marin, des bombardiers britanniques déversent le 26 juin 1944, en quatre vagues successives, plusieurs centaines de bombes sur la République, causant la mort de plus de soixante personnes. La Grande-Bretagne reconnaîtra plus tard son erreur et offrira une indemnisation à Saint-Marin.

Après la guerre, la démocratie fonctionne à nouveau selon les immuables principes de la vieille constitution. De 1945 et 1957 et de 1978 à 1986, le gouvernement saint-marinais est dirigé par une majorité communiste, qui elle aussi, suit scrupuleusement la voie démocratique. Les femmes reçoivent le droit de vote en 1960, puis le droit d'éligibilité en 1973.

Saint-Marin est devenu en 1988 un membre du Conseil de l'Europe et est depuis 1992 membre des Nations-Unies.

2013, n°s 2369/2370
25e anniversaire de l'adhésion de Saint-Marin au Conseil de l'Europe

1992, n°s 1311/1312
Le 2 mars 1992, Saint-Marin devient membre des Nations-Unies

Actuellement, Saint-Marin vit surtout du tourisme, qui lui procure 60% de ses revenus. Plusieurs grandes personnalités se font un plaisir de rendre visite à la vieille République de Saint-Marin, qui peut donner à beaucoup de dirigeants des leçons de démocratie, de solidarité et de générosité.

1965, n° 659

1984, n° 1097

1990, n° 1241

Visite des présidents italiens Saragat (1965), Pertini (1984) et Cossiga (1990)

1982, n° 1062

2011, n° 2279

Visite des papes Jean Paul II (1982) et Benoît XVI (2011)

5) Les communications

À partir de 1607, un postillon allait régulièrement à Rimini, pour porter et prendre la correspondance.

2007, bloc 40

400e anniversaire du premier service postal, par postillon, entre Saint-Marin et Rimini

En 1833, un bureau de poste est ouvert à Saint-Marin, mais toujours sans marques postales officielles de la République. Tous les échanges de correspondance continuent à passer par la ville voisine de Rimini. Le traité, signé le 22 mars 1862 entre Saint-Marin et l'Italie, règle également les modalités de ces échanges postaux. En 1883 est institué un service quotidien de diligences postales entre la République et Rimini.

1949, n° 342

Diligence postale vers 1870

1979, n° 973

Diligence postale de 1895

2003, n°s 1884/1885
Diligence postale du service quotidien entre Saint-Marin et Rimini, à partir de 1883

À partir de 1915, le service postal par chevaux est remplacé par des cars postaux.

1979, n° 972
Premier car postal de 1915

Le premier bureau télégraphique est ouvert à Saint-Marin le 1er janvier 1880. Mais c'est surtout à partir de 1932 que l'accès à la ville de Saint-Marin devient nettement plus aisé, avec l'inauguration du chemin de fer électrique Saint-Marin - Rimini.

1932, n° 167

2012, n° 2333

Le chemin de fer électrique entre Saint-Marin et Rimini, inauguré en 1932

En ce qui concerne la monnaie, Saint-Marin emploie jusqu'en 1862 le système monétaire des États pontificaux : 1 scudo = 100 bajocchi. Le traité de 1862 avec l'Italie facilite les échanges : la monnaie saint-marinaise est liée à la monnaie italienne (1 lire = 100 centesimi), et les monnaies saint-marinaises ont libre cours en Italie, avec une complète réciprocité. La première monnaie spécifiquement saint-marinaise date de 1864.

Comme l'Italie, Saint-Marin adhère à la zone euro dès le 1er janvier 2002. Les pièces de monnaie en euros de Saint-Marin sont rares et sont très recherchées par les collectionneurs.

2001, n°s 1773/1774
Passage de la lire à l'euro, le 1er janvier 2002

1864

1898

1906

1925

1932

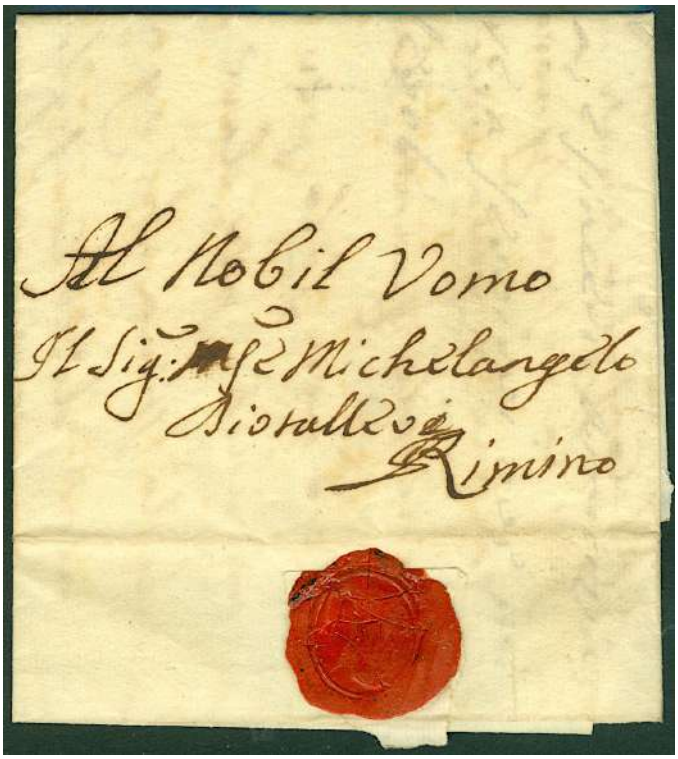
1935

1937

1938

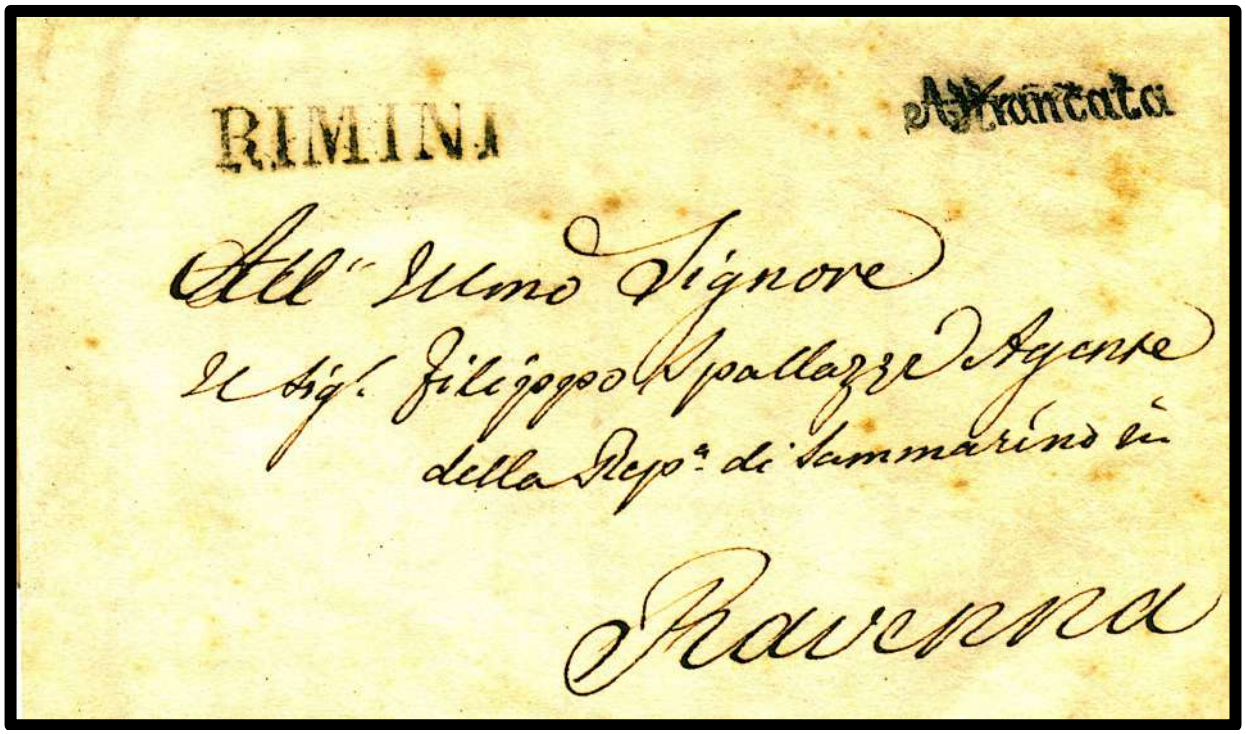
1972, n°s 823/830
Pièces de monnaie saint-marinaises de 1864 à 1938

Les lettres partant de Saint-Marin ne reçoivent aucune marque postale, et passent toutes par Rimini, où elles reçoivent la marque "*Rimini*". Après l'ouverture du premier bureau de poste officiel à Saint-Marin en 1833, l'expéditeur peut y payer le port dû pour le transport de la lettre, sur laquelle la mention "*Affrancata*" est alors appliquée.



Lettre du 20 octobre 1810, envoyée de Saint-Marin à Rimini

Lettre du 12 juin 1810, envoyée de Rome au dr. Luigi Grazia, syndic de Saint-Marin.
Je possède toute la correspondance du même expéditeur au même destinataire.
Elle comprend 50 lettres, envoyées entre 1810 et 1825, d'abord de Rome (1810-1824),
ensuite d'Urbino (fin 1824) et finalement de Bologne (1825)



Lettre du 29 août 1838, envoyée de Saint-Marin à Ravenne.
La marque "Affrancata" indique que l'expéditeur à payé le montant du port.
Repris du livre "Le due Repubbliche" de Bruno Crevato-Selvaggi

Après l'introduction du timbre-poste dans les États pontificaux en 1852, ces timbres sont employés, mais ils sont appliqués sur les lettres à Rimini, et non à Saint-Marin (au recto, si l'expéditeur a payé le port, au verso si le destinataire doit encore effectuer le payement).

Lettre du 28 janvier 1852, envoyée de Saint-Marin à Morro d'Alba, près de Senigallia, et affranchie avec des timbres des États pontificaux.
Repris du livre "Le due Repubbliche" de Bruno Crevato-Selvaggi

Une période difficile est celle où la Romagne se soulève et proclame son rattachement au royaume de Piémont-Sardaigne (1859-1861).

Tout devient nettement plus facile avec le *traité de bon voisinage*, signé le 22 mars 1862 entre Saint-Marin et l'Italie. Les timbres italiens sont employés, et trois cachets différents sont alors employés à Saint-Marin :

- Le cachet rectangulaire "S. MARINO" encadré (octobre 1862-avril 1864).

Lettre du 21 avril 1863, envoyée de Saint-Marin à Rome.
Timbres italiens oblitérés avec le cachet rectangulaire "S. MARINO" encadré.
Repris du livre "Le due Repubbliche" de Bruno Crevato-Selvaggi

- Le cachet circulaire à double cercle “REPUBBLICA DI S. MARINO” (mai 1864-mai 1866).

Timbre italien, oblitéré le 24 janvier 1866 avec le cachet circulaire à double cercle “REPUBBLICA DI S. MARINO”

- Le cachet “S. M^{no}” sur fond pointillé (mai 1866 – 1er août 1877).

Timbre italien oblitéré avec le cachet “S. M^{no}” sur fond pointillé

Lettre du 3 mai 1877, envoyée de Saint-Marin à Florence.
Timbre italien oblitéré avec le cachet “S. M^{no}” sur fond pointillé

C’est le 1er août 1877 que les premiers timbres de Saint-Marin voient le jour. À l’exception de la petite valeur, le 2 centesimi, ce sont les armoiries de la République qui sont représentées sur les timbres. Ces timbres seront toujours les mêmes jusqu’en 1899, à une seule exception près : en 1894, trois timbres sont émis pour commémorer l’inauguration du nouveau palais du gouvernement.

1877, n° 1, 3, 4, 6 & 7
Les cinq premiers timbres de Saint-Marin, émis le 1er août 1877

Lettre du 5 février 1896, envoyée de Saint-Marin à Bologne.
Elle est affranchie avec deux timbres n° 17 et un timbre n° 29

1894, n°s 23/25
Inauguration du nouveau palais du gouvernement en 1894

Table des matières

1) Introduction
2) Le système politique de Saint-Marin
3) La visite
4) L'histoire
5) Les communications

Bibliographie

- Nevio Matteini, *La République de Saint-Marin*, Azienda Tipografica Editoriale San Marino, 1985.
- Giuseppe Rossi, *La République de San Marino*, Administration gouvernementale pour le tourisme, San Marino.
- Bruno Crevato-Selvaggi, *Le due Repubbliche. Storia, posta e francobolli fra San Marino ed Italia*, Azienda autonoma di Stato filatelica e numismatica, Repubblica di San Marino. (Trois illustrations sont copiées de ce livre, pp. 37 & 38)).
- Le catalogue Sassone.
- Max Gallo, *Garibaldi*, Fayard, 1982.
- Guy Coutant, *Histoire et philatélie de l'Italie*.
- Et bien sûr les inépuisables ressources d'internet, en premier lieu *Wikipedia*.